

Résumé de l'intervention de Michel Le Roc'h à l'occasion de la Commission Exécutive confédérale du 19 décembre 2024

La situation politique est explosive, certains diraient « *instable* ». Les noms qui circulent pour le gouvernement prouvent que c'est la même politique (on le savait) qui va être conduite. Exemple de C. Morançais ⁽¹⁾, présidente du Conseil régional et ses 100 millions d'économies. Il y a plusieurs milliers de manifestants en ce moment même devant le siège du Conseil régional. Tous ces gens sont vomis. Ils sont sanctionnés à chaque fois, mais Macron continue pour le seul bénéfice du capital financier et des dividendes. Attal a tenu 7 mois. Barnier 3 mois. Bayrou tiendra-t-il autant ? On verra bien, mais la situation peut évoluer rapidement : voir la situation en Corée.

La place de la confédération, c'est d'être avec les salariés, jeunes et retraités, qui refusent que l'on détruise les services publics et la sécurité sociale, qui refusent que l'on brade notre industrie et que l'on licencie (exemple de l'automobile : en 20 ans, la production chinoise de voitures est passée de 1 à 39% et en Europe on est passé de 32 à 13 %). La place de la confédération est d'être du côté de cette majorité qui veut l'abrogation de la réforme des retraites et l'augmentation des salaires, etc.

Malheureusement, la tribune « *aux élus et responsables politiques* » tourne le dos à cela. Et cela a suscité un émoi considérable chez les militants. S'il s'agissait de demander au 1^{er} ministre d'agrèer l'ANI sur l'assurance chômage avant le 20 décembre pour qu'il s'applique, il fallait lui envoyer un courrier pour lui demander simplement et éventuellement lui rappeler que nous étions attachés à la négociation, à la pratique contractuelle et à l'existence des conventions collectives. Mais de cela, il n'y a rien dans cette tribune. C'est un texte politique. Leila de Comarmond dans les Echos souligne la dimension très politique de cette tribune qui prend position sur la crise de gouvernement que traverse le pays.

Nous sommes signataires d'une tribune qui affirme que « *l'instabilité dans laquelle a basculé notre pays fait peser sur nous le risque d'une crise économique aux conséquences sociales dramatiques* ». Mais c'est le monde à l'envers ! Il faut le dire (et la tribune ne le dit pas), c'est la politique de Macron et de ses gouvernements qui conduit à cette instabilité et à la catastrophe. Ce n'est pas l'instabilité qui fait peser sur nous la crise économique et sociale, c'est la politique des gouvernements qui se succèdent. Je disais à Fred hier soir : le Conseil départemental du 44 (PS), qui est victime de cette politique austéritaire, a décidé de baisser de 180 (2024) à 135 millions d'euros (2025) les investissements (on était à 250 millions en 2023). Vous vous rendez compte des conséquences pour l'économie ?

La tribune en tire la conclusion qu'il faut « *retrouver au plus vite le chemin de la stabilité, de la visibilité, de la sérénité* ». Ce passage ne peut être compris que pour ce qu'il est : donner sa chance à Bayrou, ne pas gêner Macron, les laisser continuer, tout cela au nom de « *l'esprit de responsabilité* » qui nous anime !

Je ne vais pas en rajouter. Nos revendications sont absentes de ce document. Il n'est pas fait pour ça. La tribune parle de « *transformation de notre société confrontée à une situation budgétaire* ». Cela veut dire quoi ? Qu'il faut accepter la politique austéritaire et ses 60 milliards d'économies ? Là, nous franchissons la ligne rouge. Est-ce un accident de parcours ? Alexandre Hébert n'aurait sans doute pas hésité à caractériser cette tribune comme étant « *l'association Capital-Travail* ».

⁽¹⁾ Annoncée comme ministre de l'agriculture mais non retenue finalement